



HAL
open science

Neoliberalism Studies and Media Studies

Simon Dawes

► **To cite this version:**

Simon Dawes. Neoliberalism Studies and Media Studies. Diogenes (Engl. ed.), 2024, pp.1-12.
10.1017/S0392192123000123 . hal-04382992

HAL Id: hal-04382992

<https://hal.science/hal-04382992>

Submitted on 10 Jan 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

NEOLIBERALISM STUDIES ET MEDIA STUDIES

par

SIMON DAWES

Le risque, quand on réfléchit à la pertinence et à l'adaptabilité des *studies* dans les disciplines universitaires françaises est de trop insister sur la dimension anglo-saxonne de telles approches, et de tomber dans le piège d'une présentation homogène de ce qui recouvre en fait une multitude de champs de recherche au sein desquels on trouve de nombreux débats méthodologiques et théoriques. L'interdisciplinarité et l'internationalisme de telles démarches requièrent un dialogue constant entre, d'une part, des contextes locaux-nationaux et disciplinaires, et d'autre part, des débats et des publications plus vastes.

Le champ des études critiques du néolibéralisme est issu principalement de la recherche de géographes et de spécialistes des études urbaines, et a consisté à écrire l'histoire et la généalogie de collectifs de pensée internationaux et néolibéraux mais aussi à critiquer le processus de néolibéralisation dans diverses zones géographiques, secteurs industriels, domaines de politiques publiques et aspects de la vie quotidienne. Le débat riche et nuancé sur la manière de mener cette réflexion n'a pas été aussi développé dans d'autres champs, telles que les études critiques des médias où, jusqu'à ce jour, la recherche a principalement utilisé le terme « néolibéralisme » comme repoussoir.

Cet article proposera un état des lieux des approches théoriques et méthodologiques visant à analyser le néolibéralisme, en portant une attention particulière aux stratégies politico-économiques et gouvernementales (et à la façon dont elles peuvent s'opposer ou s'associer). Il défendra également une critique interdisciplinaire du néolibéralisme dans l'étude des médias davantage éclairée d'un point de vue théorique et méthodologique. En soulignant l'hétérogénéité des approches ainsi que les différences dans la manière dont elles se déploient dans diverses « études », il plaidera également pour l'adaptabilité de ces questions pour la recherche dans des disciplines et des pays variés.

Le néolibéralisme

La recherche universitaire anglophone évoque fréquemment, et à un rythme exponentiel depuis ces vingt dernières années, le néolibéralisme. Alors que la première poignée de

références au terme « néolibéralisme » (ou néo-libéralisme) n'émerge qu'en 1992, on en trouve plus de 200 par an à la fin des années 90, près de 1000 en 2005, plus de 4000 en 2010, et presque 10 000 annuellement en 2015 (Web of Science, 2016). La tendance ne devrait pas s'inverser dans le futur proche. Déclenchés par le début spectaculaire en 2008 de la crise financière mondiale, censée résulter de la logique néolibérale, et par l'intensification dans son sillage des politiques publiques habituelles de « contraintes d'ordre réglementaire, de privatisations, de réductions d'impôts, d'austérité du secteur public » avec une attention encore plus acharnée sur « le rétablissement de la croissance, la réduction du déficit et la rigueur budgétaire » (Peck 2013 : 3-5), les débats publics n'ont pas manqué sur l'efficacité, la validité et la légitimité des politiques néolibérales. Même les chercheurs du FMI ont commencé à les remettre en question (Ostry, Loungani & Furceri 2016). Or, malgré (ou peut-être à cause d') une telle promiscuité, le mot lui-même a souvent été rejeté comme un concept d'ignorants en matière de politique et d'économie (Phelan 2016), surtout par ceux de droite accusés d'être néolibéraux. Au sein des sciences sociales et des humanités, on reconnaît depuis peu que le terme a été sujet à exagération (Peck 2013: 17), et qu'il est devenu un concept « excessif » (Collier 2012) aujourd'hui appliqué (systématiquement de façon négative) à pratiquement tout (Allison & Piot 2011: 5).

Malgré les occurrences fréquentes du terme « néolibéralisme » dans la recherche sur les médias (et ailleurs), il est très rare que les auteurs définissent le mot, partant du principe que tout le monde se rallie logiquement à l'incidence négative sur la vie publique qu'il lui est attachée. Quand on lui donne une définition plus poussée, les caractéristiques essentielles du néolibéralisme sont « décrites de manière variée mais incluent toujours » (Ferguson 2009 : 170) : le choix des consommateurs (Harvey 2007 : 42) ; la propriété privée et les droits de propriété, le libre-échange, la libéralisation des marchés, la privatisation, le retrait de l'État du secteur social (ibid. : 2) ; la dérégulation, la restriction de l'intervention de l'État, le rejet du collectivisme, l'insistance sur la responsabilité individuelle et la croyance dans la croissance comme source de développement (Hilgers 2011 : 352) ; la valorisation du privé sur le public, les éliminations tarifaires et la dérégulation de la monnaie, les modèles d'entreprises gérant l'État comme un business (Peck 2008) ; une logique de « DIP (dérégulation, individualisation, privatisation) » (Bauman & Roviroso-Madrado 2010 : 52) ; mais aussi l'insistance sur l'esprit d'entreprise ; et la plaie des chercheurs en sciences sociales en ce qui concerne la déclaration de Thatcher pour qui « la société n'existe pas » (Mirowski 2013). Une attention particulière est également accordée à l'intrusion des règles du marché dans des domaines qui y échappaient auparavant, et aux opportunités que cet empiètement offre à

certaines individus ou sociétés non seulement pour étendre et diversifier leurs empires médiatiques commerciaux mais surtout pour parvenir finalement à influencer sur l'appareil politique (Harvey 2007 : 34). De façon plus générale, le néolibéralisme est vu comme la réinvention de la tradition libérale classique, élargie pour englober l'existence humaine dans ses moindres aspects, par laquelle le marché est l'arbitre suprême de la vérité et la liberté redéfinie pour qualifier tout ce que le marché permet (Mirowski 2013). D'autres emplois du « néolibéralisme » en font un raccourci pour désigner une nouvelle ère du capitalisme à une époque plus spéculative ou une force causale abstraite et externe, souvent à peine plus qu'un « synonyme mou » de capitalisme ou économie globale et son cortège d'inégalités (Ferguson 2009 : 171).

Alors que sa signification, son histoire, voire son existence, ont été l'objet de débats approfondis dans des disciplines telles que la géographie, les *urban studies* et la sociologie, la richesse du débat théorique et méthodologique du néolibéralisme a été, jusqu'à récemment, bizarrement absente des travaux anglophones en *media studies*. Malgré quelques remarques sur la nécessité de nuancer la question (Hesmondhalgh 2005), voire quelques références, encore plus rares, aux travaux néolibéraux (O'Malley & Jones 2009) ou des avertissements occasionnels contre le fait que se focaliser « intuitivement » sur une vue d'ensemble pour évoquer les tendances néolibérales à l'échelle planétaire risque de privilégier les ressemblances dans la privatisation et la libéralisation au détriment des « accents divergents » de la mise en place de ces dernières (Parthasarathi 2010), la plupart des arguments se sont limités à la façon dont « l'idéologie néolibérale » s'articule à d'autres idéologies en termes de politique et de régulation (Hall 2011; Harvey 2007). Ces travaux ont tendance à se soustraire à un engagement critique dans la perspective théorique sur laquelle ils s'appuient, à ignorer les points de vue antagonistes, et à considérer le néolibéralisme non seulement comme une idéologie unitaire imposée de l'extérieur et d'en haut, mais souvent aussi comme guère plus qu'un « épouvantail » à montrer du doigt (Collier 2012 ; Gane 2012).

En revanche, les contributions récentes dans le champ florissant des *critical neoliberalism studies* (Burgin 2012 ; Davies 2014 ; Jones 2012 ; Mirowski & Plehwe 2009 ; Peck 2010) se penchent à la fois sur les manières opposées dont ces éléments s'articulent à d'autres politiques et les différences contextuelles de leur mise en œuvre d'un pays à l'autre, mais également sur l'histoire de la pensée libérale et néolibérale, ainsi que sur la participation aux débats politico-économiques au sein du libéralisme et du néolibéralisme. Ces écrits qui abordent de manière critique, premièrement l'approche marxiste de Stuart Hall et David Harvey (qui envisage le néolibéralisme comme une idéologie), deuxièmement celle de Foucault (2004b) (qui y voit

plutôt une forme de gouvernementalité), et dernièrement une démarche plus discursive et processuelle (Peck 2013 ; Springer 2012) (visant à combler le fossé entre les autres conceptions), proposent une histoire plus longue et plus détaillée que ce que l'on croit habituellement, et viennent corriger les descriptions du néo-libéralisme ramené au laisser-faire ou à l'individualisation. Ils attirent aussi notre attention sur une appréciation plus nuancée du rôle changeant de l'État et du marché.

Bien que la plupart de ces échanges soient passés inaperçus dans les *media studies* anglophones, il me semble que Des Freedman (2014), Terry Flew (2012 ; 2014 ; 2015) et Sean Phelan (2014) n'illustrent pas moins, respectivement, les approches politico-économique, gouvernementale et discursive au sein de la recherche en médias et communications ; cet article va maintenant les passer chacune en revue.

L'idéologie néolibérale

Les critiques des orientations néolibérales dans la politique et la régulation des médias ont tendance à se référer tout naturellement à la contribution fondamentale du géographe David Harvey (2007) et aux successives analyses de Stuart Hall (en *cultural studies*) sur la néolibéralisation du Royaume-Uni, de Thatcher à Cameron, en passant par Tony Blair (1988, 2003, 2011). Malheureusement, ces déclarations font preuve d'un faible engagement critique avec l'approche de Harvey et Hall et d'une connaissance limitée de l'éventail plus large des perspectives sur le néolibéralisme. Hall comme Harvey (voir aussi Duménil & Lévy 2014) dépeignent le néolibéralisme comme un projet idéologique et hégémonique (Hall, 2011 : 728 ; Harvey 2007 : 3) visant à dégager le capital des contraintes de l'interventionnisme keynésien (Harvey 2007 : 11) et à superviser « la restitution du pouvoir et de la richesse aux riches et aux puissants » (Hall 2011 : 721; Harvey 2007 : 42). La description néo-gramscienne de Hall souligne la stratégie paradoxale du thatchérisme conjuguant l'anti-étatisme idéologique avec l'interventionnisme étatique, offrant ainsi une peinture remarquablement nuancée de la domination qui refuse de réduire le thatchérisme à un simple phénomène d'intérêts idéologiques de classes. Cependant, cette position confère à l'élan idéologique du thatchérisme une « importance considérable » (Barry et al. 1996 : 11), tout en refusant de reconnaître le néolibéralisme lui-même comme autre chose qu'un projet idéologique.

Profondément influencé par la critique idéologique de la réglementation des médias (dans les travaux de Nicholas Garnham [1990] et Graham Murdock [1993]) et du néolibéralisme (Harvey 2007), Des Freedman, par exemple, a rappelé qu'il faut comprendre la politique et la

réglementation des médias en termes d'actes politiques et d'influences idéologiques (Freedman 2008 : 13), plutôt que comme un processus désintéressé mis en œuvre de manière impartiale dans l'intérêt du public (Freedman 2008 : 2) ; il a attiré également l'attention sur la pression informelle et relativement invisible exercée par le lobbying d'entreprise ainsi que par les procédés d'élaboration des politiques publiques officielles (ibid. : 12). Bien qu'une telle approche conçoive le néolibéralisme comme hostile à l'intervention de l'État sur les marchés (ibid. : 11), elle considère les débats portant moins sur l'opposition entre régulation du marché et libre concurrence que sur une distinction dans la notion même de régulation, mise en place soit dans l'intérêt de la population soit au profit des acteurs privés (ibid. : 17). L'implication de Freedman dans ces approches alternatives qui ont pointé la nature contradictoire, historiquement marquée et permanente de la néolibéralisation, l'amène à conclure que, en dépit de ces paradoxes et de cette nuance théorique, le néolibéralisme repose fondamentalement sur un socle d'idées de base : autrement dit, l'économie de marché, les droits individuel, le choix personnel, un gouvernement réduit et une réglementation minimale (ibid. : 25 ; 36). Il signale cependant qu'en dressant une longue liste de ses aspects négatifs ou en l'assimilant à la marchandisation, on « aplanit et homogénéise » le néolibéralisme, au point qu'il n'en devient plus qu'un « terme générique pour désigner tout ce qui est mal dans une société marchande » ; du coup, on dé-historicise le processus (en suggérant que l'obsession du marché n'est qu'un phénomène récent) et on marginalise les tensions et les intérêts divergents au cœur des projets néolibéraux (ibid. : 37-38).

Néanmoins, Freedman soutient qu'une conception singulière du néolibéralisme qui met en avant ses liens avec des inégalités sociales croissantes demeure aussi utile que nécessaire (Freedman 2008 : 46), et il préconise de concevoir plutôt le néolibéralisme (ibid. : 41) comme une gamme de discours qui légitiment l'économie de marché et délégitiment le social (Couldry, 2006), dans le but de modifier l'équilibre des forces et de faciliter l'accumulation des capitaux (Harvey 2007). Il affirme que, si la compréhension des variantes de la néolibéralisation et la prise en compte des nuances de la pensée libérale constituent des domaines de recherches utiles, elles demeurent limitées comparé à la recherche qui se penche sur le sens de ce qui lie cette variation et cette nuance, et il appréhende plutôt le néolibéralisme comme un projet politique délibéré qui vise globalement à privilégier le privé plutôt que les institutions et les intérêts publics (Freedman 2008 : 223-224).

L'accent mis par Freedman sur la « critique » fait écho à des appels similaires pour s'opposer à une tendance perceptible dans les *cultural et media studies* contemporaines à lire l'œuvre de Stuart Hall sur l'identité et la représentation de manière sélective, au détriment de

l'importance qu'il a accordée à la critique de l'idéologie (Downey et al. 2014). Ce type d'appels établit une distinction entre une version « critique » des *cultural et media studies* et une vision « relativiste » alternative qui a également eu tendance à s'appuyer davantage sur (une lecture tout aussi sélective de) Foucault, aboutissant à un cas insulaire de « Foucault-phobie » (Dawes 2016b) parmi des universitaires reconnus, hésitant du coup à embrasser les critiques foucauldienne du néolibéralisme qui se sont développées dans d'autres disciplines.

En même temps, la tendance « critique » à utiliser le « néolibéralisme » de manière un peu trop vague et gratuite, le voyant comme un Léviathan (Collier, 2012) qui s'immerge partout et le dénonçant en bloc sans le considérer en soi comme un objet d'étude, a été localisée au sein d'une incapacité plus large de la gauche à réduire la politique du refus ou de la résistance, dans la mesure où elle est souvent « anti-tout » mais rarement « pour quelque chose » (Ferguson 2009 : 167). Une approche structurelle et moraliste qui ignore les débats et les développements au-delà des *media studies* fait preuve de faiblesse théorique et méthodologique avec pour conséquence autodestructrice d'affaiblir l'efficacité politique d'une telle critique (Dawes 2017). En revanche, d'autres ont mis en garde contre la fétichisation du néolibéralisme en tant qu'idéologie, sa représentation comme une caricature du libéralisme (Mirowski & Plehwe 2009 : 433), ainsi que sa réduction à une économie (néoclassique) (Mirowski & Plehwe 2009 : 421) là où il faudrait plutôt le voir comme un sujet de préoccupation multidisciplinaire avec des théories et des pratiques de l'État (Mirowski & Plehwe 2009 : 427) et du marché.

La gouvernamentalité néolibérale

Pour Terry Flew, par exemple, l'emploi du terme est devenu « impropre ». Il est « couramment utilisé pour tout expliquer, depuis l'essor des mariages sur le thème de Bollywood aux restructurations de départements dans les universités, en passant par les émissions de cuisine où s'affrontent les participants » et la propension à « verser dans une sorte de théorie du complot est manifeste » (Flew, in Dawes 2016a : 4). Il a critiqué la tendance de nombreux chercheurs à mobiliser le terme comme une poubelle conceptuelle, « [...] dans laquelle on peut jeter tout et n'importe quoi, pourvu qu'on le fasse avec une véhémence morale appropriée » (Flew 2014 : 67), et écrit sur la nécessité de « sauver » le concept des plus virulents critiques moraux des marchés et du discours économique, qu'il accuse de proposer une description fonctionnaliste et instrumentaliste de l'État.

Ces dernières années (2012 ; 2014 ; 2015b), il s'est concentré sur les conférences données par Foucault sur le néolibéralisme, et s'est attaqué aux débats théoriques sur la meilleure façon de comprendre cette notion. Les cours de Foucault au Collège de France en 1978-1979 ont largement contribué à doter le concept d'une certaine rigueur d'analyse. Plutôt qu'un terme abusif, que des universitaires en sciences humaines ont utilisé pour dénoncer tout ce qui avait à voir avec l'économie et les marchés, le néolibéralisme était dorénavant considéré comme un moment historique important, où les économistes associés à « l'École de Vienne » (dirigée par Hayek, et inspirée de von Mises et Schumpeter) et « l'École de Chicago » (Milton Friedman, George Stigler, etc.), ainsi qu'à « l'École de Virginie » de James Buchanan et les théoriciens des « choix publics », modifiaient leur critique de l'économie keynésienne et de l'intervention de l'État sur les marchés en un plus vaste ensemble d'idées sur la relation entre l'économie politique et l'ordre social. Pour Flew, cela montre que les déclarations sur le néolibéralisme ont dépassé le stade de la simple figure rhétorique pour le faire apparaître comme un solide concept fondé sur des données empiriques. Il avance néanmoins qu'on ne peut combiner ce type de vision avec l'approche idéologique. Selon Flew (in Dawes 2016a), Foucault a mené une critique du marxisme du point de vue de quelqu'un qui comprenait bien la théorie, ce qui fait qu'il est difficile de synthétiser l'œuvre de Foucault en la ramenant à des théories néo-marxistes de la domination.

Une sociologie opposée du néolibéralisme s'est développée dans les années 1990 et 2000 sous l'appellation de *governmentality studies*, sous l'impulsion d'une insatisfaction face à la réduction marxiste du capitalisme aux relations économiques, de l'idéologie aux idées fausses qui servent les intérêts de la classe dominante, et du pouvoir à un falsificateur et supprimeur de la « véritable » nature humaine (Miller & Rose 2008 : 2-4). Les travaux des « Anglo-Foucauldien(s) » (Barry et al. 1996 ; Rose 1999 ; Miller & Rose 2008) sur les attaques néolibérales thatchéristes et reaganiennes contre l'État-providence se sont plutôt intéressés aux rationalités gouvernementales qui ont émergé pendant cette période.

Cette « école – majoritairement – anglaise de la gouvernementalité » s'inscrivant dans le sillage de Nikolas Rose et ses collègues, s'est appuyée en grande partie sur l'accès partiel (entretiens occasionnels et notes incomplètes de ses cours, alors inédits, de la fin des années 70) à l'élaboration de la réflexion de Foucault sur le sujet de la gouvernementalité (Barry et al. 1996 : 7). Le cours de Foucault sur l'histoire de la gouvernementalité (1er février 1978), a été essentiel ; publié par la suite en anglais dans *The Foucault Effect* (Burchell, Gordon & Miller 1991), il a finalement retrouvé son contexte d'origine comme quatrième cours de *Sécurité, territoire, population* (2004a). Dans cette conférence, Foucault indiquait que « d'une

façon générale le problème du “gouvernement” [remontait] au XVI^e siècle » (Foucault 2004 : 92), auquel s’adjoignait la problématisation de concepts tels que l’État, l’économie et la société, ainsi qu’un intérêt croissant pour les statistiques et les calculs comme moyens de réguler la « conduite de la conduite » (Foucault 2004 ; Rose 2000 : 315). Soutenant que « l’État » est un concept relativement abstrait et insignifiant, il préféra attirer l’attention sur la façon dont « la gouvernementalité [...] à la fois extérieure et intérieure à l’État » permet « de définir ce qui doit relever de l’État et ce qui ne doit pas en relever, ce qui est public et ce qui est privé » (Foucault 2004 : 112 ; 113). Cherchant à comprendre, sans recourir à l’idéologie (Miller & Rose, 2008: 4), l’ingérence dans la vie des individus appartenant aux sociétés « libérales », qui par ailleurs proclament les limites de l’État et le respect de la vie privée des citoyens (Miller & Rose 2008 : 1), l’École anglaise a trouvé dans la vision de Foucault une façon plus adéquate d’appréhender les aspects productifs et individualisant du pouvoir, qui rendent en effet possible une série d’interventions positives et tactiques, ainsi que les aspects négatifs mis en évidence par l’approche idéologique.

Affirmant qu’il manquait en particulier à la condamnation idéologique du thatchérisme par Hall le caractère éthique et technique du néolibéralisme, et la façon dont celui-ci agence de manière constructive divers intérêts (Barry et al. 1996 : 11), les gouvernementalistes ont laissé de côté la philosophie politique pour insister sur la rationalité gouvernementale et l’analyse approfondie des techniques et des technologies ordinaires. Bien que l’ethos du service public et des prestations sociales ne joue plus un rôle crucial dans la façon néolibérale de diriger la vie en société (Miller & Rose, 2008: 82), les analyses gouvernementales ont signalé que le néolibéralisme ne les empêche pas nécessairement de perdurer sous une forme ou une autre. Plutôt qu’un rejet des défaillances effectives de la planification centralisée, il vaut mieux par conséquent appréhender la critique néolibérale de l’État-providence comme une critique des idéaux de la connaissance et du pouvoir incarnées par ces rationalités (Miller & Rose 2008 : 81).

Le cours consacré à la gouvernementalité – sur lequel se sont largement appuyés les premiers ouvrages – se présentant davantage comme une « entrée en matière sur la direction que prenait la recherche [de Foucault] [...] que l’aboutissement d’une analyse déjà menée » (Elden 2007 : 29), on a beaucoup à apprendre, que l’on soit favorable ou non au phénomène, de « l’histoire [plus complète] de la gouvernementalité [libérale et néolibérale] » (ibid. : 30) proposée par la publication des deux séries de conférences faites par Foucault sur le libéralisme [1978] puis le néolibéralisme [1979].

Pour les partisans, l'avantage de l'approche gouvernementale sur l'approche idéologique tient au fait qu'elle aborde la dichotomie public-privé (État-société) comme un instrument et une conséquence, plutôt que comme la base et la limite, des pratiques gouvernementales, devenant elle-même un objet d'étude (Lemke 2001 : 201). Cette conception met également en lumière une concordance plutôt qu'une distinction entre les individus et les collectivités en tant qu'acteurs moralement responsables et économiquement rationnels (id., ibid.). Au lieu de diagnostiquer le glissement de l'État vers la société, elle montre l'État conservant sa forme souveraine et endossant de nouvelles fonctions. La diminution de l'intervention de l'État-providence témoigne moins de la perte du pouvoir de régulation de l'État que de la réorganisation et restructuration des techniques gouvernementales, et du transfert des compétences à des individus responsables et raisonnables (ibid. : 201-202).

Le néolibéralisme comme processus et comme discours

Selon les descriptions politico-économiques « inflationnistes » (comme celles que proposent Hall et Harvey), le néolibéralisme est un programme idéologique extensif et flexible lié au capitalisme financiarisé. Les « sceptiques » foucaaldiens (tels que Collier et Ferguson), par contre, le considèrent plutôt comme l'un des nombreux éléments d'un ensemble de gouvernementalités individualisées, et jamais plus qu'un assemblage mouvant de technologies, d'habitudes et de comportements (Peck 2013a : 3).

En dépit de quelques efforts afin de combler l'écart entre ces deux visions (Larner 2003 ; Peck 2004) ou de repenser les termes du débat (Brenner et al. 2010 ; Dean 2012), on a rarement assisté entre elles à un dialogue constructif. Pour certains (Collier 2012 : 189), ces tentatives risquent d'obscurcir au lieu d'éclairer le néolibéralisme, car il existe des « différences méthodologiques insurmontables » entre les points de vue politico-économique et gouvernemental. Bien que Collier reconnaisse qu'on puisse réconcilier les approches qui ont pour point commun d'être non-structurelles, ainsi que l'idée que le néolibéralisme soit un mouvement de pensée original lié à des politiques qui engendrent des formations gouvernementales hybrides, il affirme que ces approches sont irréconciliables même avec la conception structurelle nuancée de Peck et ses collègues (Collier 2012 : 193-194). Il demeure, selon lui, deux façons distinctes d'aborder l'analyse. Soit le néolibéralisme est lié directement à des éléments particuliers prélevés dans une masse d'éléments divers, soit il se développe de sorte que l'ensemble tout entier se rattache à lui, auquel cas il est censé avoir une plus grande importance que – et peser davantage sur – n'importe quel autre élément (Collier 2012 : 189).

Sur le plan méthodologique, Collier établit une nette distinction entre l'approche qui insiste sur le fait qu'on peut encore appeler néolibéral l'hétérogénéité et la panachure et celle qui se passe des explications structurelles qui ne font que masquer les processus réels.

Pour d'autres (Peck 2013), cependant, bien qu'il existe d'importantes tensions entre les conceptions opposées du néolibéralisme, l'une se voulant ontologique, l'autre épistémologique, il reste un espace de dialogue (Peck 2013a : 18). Des chercheurs en **urban studies**, Jamie Peck, Nik Theodore et Neil Brenner, ont sérieusement essayé de trouver un compromis entre des visions divergentes (Collier 2012 : 188) : pour ce faire, ils prennent en considération une appréciation fluide et variée de la différence contextuelle tout en conservant une approche structurelle qui admet la manière dont les différences locales et les formes propres à une situation donnée répondent au « contexte du contexte » (Brenner et al. 2010). Les deux conceptions, affirment-ils, ont remis en question les modèles du néolibéralisme, qui tendent à réduire ce dernier à une liste de caractéristiques explicatives, telles que « la privatisation, la dérégulation et rôle limité de l'État », bien que ni les hypothèses alarmistes d'un monde unique et monolithique, ni les descriptions ambivalentes ou agnostiques de diverses techniques qui ne partagent guère plus qu'un « air de famille », proposent une explication satisfaisante du néolibéralisme (Peck 2013a :15). Or, « un travail empirique théoriquement solide et éclairant » s'avère nécessaire pour comprendre la néolibéralisation dans toute sa subtilité (Peck 2013a: 19).

Pour le géographe Simon Springer, la distinction établie entre les approches idéologique et gouvernementale n'est au bout du compte qu'un faux clivage, et appréhender le néolibéralisme comme un discours permet de cerner sa nature hétérogène et d'aller au-delà de cette impasse :

En abordant le néolibéralisme sur le plan du discours, nos théorisations progressent et l'on en vient à comprendre que le phénomène ne relève ni d'une construction du sommet vers la base, comme le veut la lecture marxiste de la domination idéologique, ni d'une construction de la base vers le sommet, comme dans les notions post-structuralistes de la gouvernementalité. On constate plutôt que le néolibéralisme est un processus labile, inconsistant et varié qui se diffuse à travers les discours qu'il construit, justifie et défend. (Springer 2012 : 135)

Dans le sillage de Jamie Peck et Simon Springer qui identifient le néolibéralisme comme un phénomène pluriel, rejetant la dichotomie artificiel entre les approches marxistes et foucauldienne du néolibéralisme, et soulignant la logique relationnelle du social, Sean Phelan (2014) développe sa propre lecture du libéralisme comme discours dans le contexte des **media studies**. Cette démarche s'appuie sur les travaux de Laclau (et Mouffe) autour de l'idée du

« politique », ainsi que sur leur vision de la théorie du discours, et mobilise la théorie des champs de Bourdieu comme complément sociologique et théorique à Laclau. Son approche est également redevable, dans une moindre mesure, à la version particulière de la théorie du discours chez Glynos et Howarth, de même qu'à leur traitement privilégié de la logique, aux travaux de Billig sur la rhétorique banale et à ceux de Couldry sur les rituels des médias.

Au lieu de trop se fier à une version réifiée du néolibéralisme, affirme Phelan, il est plus fructueux de l'envisager comme un ensemble de logiques constitutives et discursives ; notamment celles du déterminisme du marché, de la marchandisation, de l'individualisation, de la compétition et de l'intérêt personnel. Plutôt que de remplacer d'autres logiques et discours, soutient-il, ces logiques néolibérales sont dialectiquement introjectées et combinées de manière contextuelle, didactique et hégémonique à d'autres logiques politiques, sociales et fantasmatisques. Par conséquent, la tâche des chercheurs en médias consiste moins à identifier la façon dont la doctrine néolibérale est reprise dans les contenus médiatiques que de voir comment la néolibéralisation d'un habitus journalistique est essentiellement performative et toujours médiatisée (Phelan et Dawes 2018).

Se concentrer sur le phénomène nous permet aussi de considérer sur le long terme l'histoire de l'influence de la pensée néolibérale sur la politique médiatique. Dans le cadre de ma propre recherche, par exemple, je me suis intéressé à l'importance croissante des concepts de « compétition » et de « choix » dans la politique de l'audiovisuel britannique au cours des décennies antérieures aux années 80 et au moment où les chercheurs repèrent habituellement un tournant néolibéral dans les stratégies, et je les ai rattachés aux échanges qu'entretenaient les décideurs avec les *think-tanks* et les lobbyistes néolibéraux dans le cadre du processus consultatif pour élaborer leur politique (Dawes 2017), tandis que d'autres ont analysé l'internalisation du discours et des perspectives néolibérales au sein de l'environnement professionnel de la BBC, un service de radiodiffusion censé être public (Born, 2005).

Conclusion

Tandis que Freedman insiste sur l'importance de conserver le terme « néolibéralisme » et de la critique d'ordre marxiste de l'idéologie néolibérale, Flew dénonce l'emploi excessif et réducteur du terme et préfère privilégier une lecture d'inspiration foucauldienne de la gouvernementalité néolibérale. En dépit de leurs divergences, ces deux auteurs reflètent la position (illustrée par Stephen Collier, 2012) selon laquelle les deux paradigmes sont irréconciliables. Phelan, en revanche, suit Jamie Peck (2013) en cherchant un moyen de combler le fossé entre les approches théorique et méthodologique. Une recherche plus

réfléchi et plus comparative sur les médias (Flew et al. 2016) et un intérêt plus marqué pour le néolibéralisme en tant que processus de médiation varié (Phelan 2018), ainsi que pour le pouvoir médiatique comme propriété *matérielle* et *relationnelle* (Freedman 2014), ne constitueraient pas seulement une critique plus efficace des médias acquis au néolibéralisme ; une telle recherche sur les médias et le néolibéralisme pourrait, en outre, constituer à son tour une contribution précieuse à sa critique dans d'autres disciplines.

S'appuyant sur l'investissement récent des *media studies* anglophones dans les débats qui ont eu lieu dans d'autres disciplines, cet article a plaidé pour un rapprochement entre ces approches, pour une plus grande implication auto-réflexive dans le néolibéralisme comme objet d'analyse, et pour une prise en compte de la nécessité d'aborder le néolibéralisme comme un processus de médiation plutôt que comme une idéologie unitaire. Enfin, il invite les *media studies* britanniques à pratiquer l'interdisciplinarité comme elles le prétendent et préconise d'appliquer les études critiques sur les médias et le néolibéralisme à des disciplines et des domaines au-delà du monde anglophone.

Simon Dawes

Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

Traduit de l'anglais par Nicole G. Albert

Références

- Allison A. and Piot, C. (2011) « Note des éditeurs », *Cultural Anthropology*, 26 (1).
- Born, G. (2005) *Uncertain Vision : Birt, Dyke and the Reinvention of the BBC*, Londres : Vintage.
- Burgin, A. (2012) *The Great Persuasion: Reinventing Free Markets since the Depression*. Cambridge : Harvard University Press.
- Collier, S. (2012) « Neoliberalism as Big Leviathan, or...? A Response to Wacquant and Hilgers », *Social Anthropology*, 20 (2).
- Davies, W. (2014) *The Limits of Neoliberalism : Authority, Sovereignty and the Logic of Competition*, Londres : SAGE.
- Dawes, S. ed. (2016a) « Neoliberalism, Media and Power: Interviews with Des Freedman, Terry Flew and Sean Phelan », *Networking Knowledge: Journal of the MeCCSA-PGN*, 9 (5).
- Dawes, S. (2016b) « Foucault-phobia and the problem with the critique of neoliberal ideology: a response to Downey et al. », *Media, Culture & Society*, 38 (2) 284–293
- Dawes, S. (2017) *British Broadcasting and the public-private dichotomy: Neoliberalism, citizenship, and the public sphere*. Cham, Suisse : Palgrave Macmillan.
- Downey, J., Titley, G. and Toynbee, J. (2014) « Ideology critique : the challenge for media studies », *Media, Culture & Society* 36 (8) : 878–887.
- Duménil, G. & Lévy, D. (2014) *La grande bifurcation : En finir avec le néolibéralisme*, La Découverte.
- Flew, T. (2012) Michel Foucault's *The Birth of Biopolitics* and contemporary neo-liberalism debates, *Thesis Eleven*, 108 (1).
- Flew, T. (2014) « Six theories of neoliberalism », *Thesis Eleven*, 122 (1).
- Flew, T. (2015) Foucault, Weber, Neoliberalism and the Politics of Governmentality, *Theory, Culture & Society*, 32 (7-8).
- Flew, T., Iosifidis, P. & Steemers, J. (2016) *Global Media and National Policies : The Return of the State*,. Hampshire : Palgrave Macmillan

- Foucault, M. (2004a) *Sécurité, territoire, population. Cours au Collège de France (1977-1978)*, Paris : Hautes-Études, Gallimard/Seuil.
- Foucault, M. (2004b) *La Naissance de la biopolitique, Cours au Collège de France (1978-1979)*, Paris : Hautes-Études, Gallimard/Seuil.
- Freedman, D. (2014) *The Contradictions of Media Power*, Londres : Bloomsbury
- Gane, N. (2012) « The Governmentalities of Neoliberalism: Panopticism, Post-Panopticism and Beyond », *The Sociological Review*, 60 (4) : 611-634.
- Garnham, N. (1990) *Capitalism and Communication : Global Culture and the Economics of Information*, Londres : SAGE.
- Harvey, D. (2007) *A Brief History of Neoliberalism*. Oxford : Oxford University Press. Trad. française (2014) : *Brève histoire du néolibéralisme*, Paris : Les Prairies ordinaires.
- Jones, D. S. (2012) *Masters of the Universe : Hayek, Friedman, and the Birth of Neoliberal Politics*. Princeton : Princeton University Press.
- Miller, P. & Rose, N. (2008) *Governing the Present*, Cambridge : Polity Press.
- Mirowski P and Plehwe D (eds) (2009) *The Road From Mont Pèlerin : The Making of the Neoliberal Thought Collective*. Cambridge : Harvard University Press.
- Murdock, G. (1993) « Communications and the Constitution of Modernity », *Media, Culture & Society* 15 (4).
- O'Malley, T. & Jones, J. (eds.) (2009) *The Peacock Committee and UK Broadcasting Policy*, Hampshire : Palgrave Macmillan.
- Ostry J. D., Loungani, P. & Furceri, D. (2016), « Neoliberalism: Oversold? », *Finance & Development*, 53. 2.
- Parthasarathi, V. (2010) « Deciphering Chindia: Two Accents of Media Governance », *Global Media and Communication*, 6 (3).
- Peck, J. (2010) *Constructions of Neoliberal Reason*. Oxford : Oxford University Press.
- Peck, J. (2013) « Explaining (with) Neoliberalism », *Territory, Politics, Governance*, 1 (2).
- Phelan, S. (2014) *Neoliberalism, Media and the Political*. Hampshire : Palgrave Macmillan
- Phelan, S. (2016) « “It's Neoliberalism, Stupid” : New Zealand media and the NZME-Fairfax merger », *Counterfutures*.
- Phelan, S. (2018) « Neoliberalism and Media », in Cahill, Cooper & Konings (eds.) *SAGE Handbook of Neoliberalism*, Londres : SAGE.
- Phelan, S. and Dawes, S. (2018) « Liberalism and Neoliberalism », *Oxford Research Encyclopedia of Communication*. DOI: 10.1093/acrefore/9780190228613.013.176
- Springer, S. (2012) « Neoliberalism as discourse : between Foucauldian political economy and Marxian poststructuralism », *Critical Discourse Studies*, 9.2.
- Web of Science (2016) consulté le 10.02.16.